

**A PROPOS DU RAPPORT DE LA COMMISSION  
SUR LA MESURE DES PERFORMANCES ECONOMIQUES  
ET DU PROGRES SOCIAL 2009**

**Le point de vue d'un comptable national à la retraite**

**André VANOLI**

**13e colloque de l'Association de Comptabilité nationale**

**2-3-4- juin 2010, Paris**

## Le bloc des principales conclusions

- 1- La Commission ne propose pas d'abandonner le calcul du PIB, mais de l'ajuster éventuellement et de le compléter.
- 2- La Commission montre combien il est difficile de rendre compte de la notion complexe de qualité de vie (quality of life/well-being). Elle ne pense pas que cela puisse se faire à partir du PIB, par additions et soustractions.  
Approches possibles diverses (bien-être subjectif, capacités (facultés), répartitions équitables, etc....) Questions de métrique, de liens entre domaines ou dimensions, d'agrégation complexes. Besoins d'informations additionnelles ou nouvelles considérables. Choix éthiques inévitables.
- 3- La Commission propose de distinguer radicalement la question de la recherche d'indicateurs du développement durable, dans une approche rigoureuse de ce concepts, et celle des travaux qui visent à mesurer la qualité de vie courante ou à observer et mesurer les relations courantes entre l'économie et l'environnement. La dimension prospective du développement durable implique des travaux de modélisation d'une extrême complexité et des choix normatifs à considérable incidence qui sont inévitables.

## **Le bloc des principales conclusions (suite)**

Ces travaux et ces choix ne relèvent pas du travail des statisticiens d'observation.

- 4- Dans tous les domaines considérés, la Commission juge essentielles la mesure et l'analyse des répartitions, et donc des inégalités, en premier lieu entre les catégories de ménages ou d'individus.

**NIVEAUX DE VIE**

**QUALITE DE VIE  
/WELL-BEING**

**DURABILITE**

## De la qualité de vie (les ch. 2 du Rt)

Distinction essentielle entre

- les ressources dont les gens disposent
- les résultats de leur transformation en « qualité de vie/well-being » :  
elle varie selon les personnes

**Ressources** sont des moyens

- ressources en biens et services (niveaux de vie)
- nombreuses ressources ne sont pas marchandes [implicitement :  
certaines sont évaluables en termes monétaires]

## De la qualité de vie (suite)

- beaucoup de déterminants du well-being humain = des aspects des circonstances de la vie des gens qui ne peuvent être décrits comme des ressources auxquelles on puisse imputer des prix, **même si les personnes procèdent à des arbitrages entre ces déterminants**

Cf. encadré 2.1 « Is command over resources an adequate metric to assess human well-being ? » :

« Les approches de la qualité de vie considèrent le revenu et la richesse [sous-entendu : « en termes monétaires »], même lorsqu'ils sont étendus au moyen de l'imputation d'éléments additionnels, comme une approximation inadéquate du « bien-être/well-being » « humain..... »

## De la qualité de vie (suite)

Implications pour CN :

- le PIB (ensemble agrégé de biens et services économique)/PIN est dans le domaine des ressources/moyens, non dans celui des résultats
- ajustement du PIB par des + et des – ne peut pas donner une mesure des résultats (qualité de vie/well-being)

## « QU'EST-CE QUE LA QUALITE DE VIE »

- cf. la « vie bonne » (a good life) des philosophes
- Commission n'a pas cherché à donner une réponse de consensus
- Commission : identifier les domaines (areas) dans lesquels des mesures crédibles pourraient être effectuées

### **Principales approches conceptuelles utiles**

- le bien-être subjectif (subjective well-being)
- la notion de facultés (capabilities)
- les notions économiques dérivées de l'économie du bien-être et de la théorie des allocations équitables



## « QU'EST-CE QUE LA QUALITE DE VIE » (suite)

### **Caractéristiques objectives constituant la qualité de vie**

- santé, éducation, activités personnelles, représentation politique et gouvernance, liens sociaux, conditions environnementales, insécurité personnelle, insécurité économique [N.B. : pas la vie au travail]
- cf. mouvement des indicateurs sociaux des années 70 et le projet de système de statistiques démographiques et sociales de R. Stone ; progrès depuis

### **Questions transversales**

- les inégalités et leur cumul dans la qualité de vie
- l'évaluation des liens entre les diverses dimensions de la qualité de vie
- la recherche de mesures agrégées de la qualité de vie couvrant diverses dimensions de celles-ci

# LE PROBLEME DE L'AGREGATION

- Le SSDS de Stone (1976) et la question du numéraire
  
- La Commission et le Graal
  - « La quête d'une mesure agrégée de la qualité de vie qui combine les informations entre toutes ses dimensions est souvent perçue comme le « Saint-Graal » de tous les efforts visant à dépasser les mesures économiques classiques. Toutefois ce point de vue est à la fois limité et trompeur (ht p. 207 du texte anglais, début du 4.3 p. 230 du texte français »)
  
- AV : un candidat potentiel au rôle de numéraire ? :
  - les flux d'émotions + ou – enregistrées au cours du temps dans les différents types d'activités auxquels l'emploi du temps donne lieu (approche du bien-être subjectif)

## LE PROBLEME DE L'AGREGATION (suite)

La pensée de la Commission paraît être :

- pas de **mesure** agrégée de la qualité de vie (pas de « Saint-Graal »)
- mais défi est réel d'apporter description plus condensée que séries d'indicateurs
- choix normatifs inévitables pour :
  - . Choisir composantes à retenir pour définir qualité de la vie
  - . En relier les dimensions
  - . Éventuellement bâtir un ou un petit nombre d'indicateurs composites les représentant

## LE PROBLEME DE L'AGREGATION (suite)

- ceci = pas le rôle des services publics de stat.

rôle de ceux-ci : développer les investigations statistiques nécessaires

- **AV : Vers un « système d'observation et de mesure de la qualité de vie » ?**
  - nécessité grande visibilité conceptuelle et institutionnelle
  - démarches concertées
  - Cf. démarche actuelle pour déf. Indicateurs du développement durable  
largo sensu rôle du CESE, du CNIS et du MEEDDEM

## **DURABILITE (les ch. 3 du Rt)**

Distinction de deux notions :

- le « well-being » courant traité dans les ch. 2 Qualité de vie (Quality of life)
- sa durabilité = le sujet des ch. 3
- « en supposant que nous avons été capables d'estimer quel est le niveau courant de « well-being », la question est de savoir si la poursuite des tendances actuelles permet ou ne permet pas de le maintenir » (§ 168)
- recherche de signaux avancés

N.B. : le « en supposant » = hypothèse (habituelle) forte, car qualité de vie/well-being selon ch. 2 = notion très complexe, multi dimensionnelle

## **DURABILITE (suite)**

Durabilité stricto sensu

- ne relève pas de l'observation (ex post accounting)
- mais de modélisation particulièrement ambitieuse du futur  
(faudrait-il dire d'emblée « des futurs » ?)

Cette modélisation du futur se place dans l'optique notion étendue de patrimoine (extended wealth) :

- Richesse (wealth) est étendue à tout ce qui est source de qualité de vie/well-being ;  
évaluation en termes monétaires
- Variation de la richesse étendu = indicateur global de durabilité

## **DURABILITE (suite)**

Cette voie se heurte à d'énormes obstacles :

- l'idée d'un indice unique de variation de la richesse étendue repose sur deux hypothèses fortes, qui sont en complet décalage avec le monde réel (§ 179) :

1. Les développements économiques et environnementaux futurs sont parfaitement prédictibles

2. La manière dont ces développements affectent qualité de vie/well-being est parfaitement connue

- sur 1 : incertitude fondamentale concernant l'évolution des comportements et des techniques (et donc estimation des prix futurs)

- sur 2 : deux obstacles majeurs : anticiper préférences des générations futures, tenir compte des considérations de répartition (incertitude est aussi normative)

## **DURABILITE (suite)**

A la lumière du concept de durabilité stricto sensu,

Quid des outils existants ?

- les tableaux de bord/les IDD comportent des indicateurs très nombreux et très divers, mêlent moyens et résultats, évolution courant et durabilité, cadre conceptuel peu explicite ; la plupart ne sont pas des IDD au sens de la durabilité stricto sensu
- les indices composites partagent ces caractéristiques ; visant un chiffre unique, leur procédure d'agrégation est conventionnelle ou arbitraire
- le PIN ajusté ex post pour l'environnement du SEEA 1993/2003 n'est pas orienté vers le futur ; ce n'est pas un indicateur de durabilité ; ce qu'il cherche à mesurer est peu clair [voir plus loin]



## **DURABILITE (suite)**

- au total ces trois types d'approche ne sont pas centrés sur la quantification de la durabilité stricto sensu ; l'indicateur unique auquel elles aboutissent parfois est d'une interprétation difficile et ambiguë
- l'épargne nette ajustée (ENA/ANS) de la Banque mondiale et l'empreinte écologique (EE) du Global Footprint Network visent en revanche directement l'évaluation de la durabilité
- ENA/ANS  
Modèle théorique sur base richesse étendue en termes monétaires plaît aux économistes

## **DURABILITE (suite)**

Mais problèmes sérieux de l'application pratique :

- . Application pratique partielle seulement, quand valeurs monétaires disponibles, avec des prix qui sont imparfaits
- . Extension à des actifs non marchands se heurte à difficultés monétiser
- . Pas projections du futur et donc pas un indicateur DD stricto sensu
- . Résultats nationaux d'une interprétation ambiguë (les pays développés plus « durables »)

## DURABILITE (suite)

- EE :

- . Embarrasse les économistes par son approche purement physique ; sont frappés par son efficacité communicationnelle
- . Est un indicateur de surconsommation des ressources naturelles renouvelables
- . Son message principal (les pays développés moins durables) qui diffère de celui l'ENA/ANS de la B.M., est plus en ligne avec l'analyse du DD des dernières décennies

Mais

- . Des critiques nombreuses : EE néglige beaucoup de choses (en particulier le progrès technique), les conventions de base de la conversion en hectares globaux sont peu explicites ; ses résultats globaux sont fortement influencés par émissions de CO2 converties en surface de forêts nécessaire pour leur absorption ; ne dit rien sur fraction des actifs naturels détruits/dégradés en conséquence de surconsommation des ressources renouvelables

## **DURABILITE (suite)**

A partir de là :

Les ch. 3 proposent approche hybride et compromis pragmatique

Avoir dans l'ensemble du tableau de bord que recommande la Commission :

- un petit sous-tableau de bord sur durabilité stricto sensu
- composantes: des informations sur les variations des « stocks » (guillemets du Rapport) qui étayent qualité de vie – well being human
- parmi elles : un indice monétaire de durabilité essentiellement limité, au stade actuel des connaissances, aux aspects économiques de la durabilité
- couvrir à part les aspects environnementaux de la durabilité avec jeu bien choisi d'indicateurs physiques
- empreinte carbone plutôt que empreinte écologique (id le CESE)

## **DURABILITE (suite)**

- pour le reste par exemple : les émissions de polluants atmosphériques, l'abondance d'espèces naturelles clefs, les prises de poissons en dehors des limites biologiques de sécurité, etc... (§ 202). Les économistes n'ont pas de qualification particulière pour proposer les meilleurs. C'est pourquoi la Commission n'en propose aucune liste fermée (voir box 3 p. 267-268 sur d'autres indicateurs possibles à propos du changement climatique)

(cf. : conclusions voisines d'un groupe de travail conjoint OCDE/Eurostat/ONU Europe – 2008, mais ce groupe propose une liste de compromis)

## DURABILITE (suite)

Remarques conclusives sur les ch. 3 AV

1. La recommandation de compromis pragmatique de la Commission peut paraître frustrante. Cela ne me surprend guère (cf. démarche analogue du groupe conjoint OCDE/Eurostat/ONU Genève de 2008)
2. Doute qu'il sera jamais possible de tirer de projections des futurs incertains requises par les modèles économiques théoriques basés sur notion de richesse élargie un indicateur monétaire synthétique intégré du DD qui sonnerait l'alerte
3. Le plus probable, comme cas changement climatique, est que les alertes partielles proviennent des observations relatives aux phénomènes physiques (experts des domaines). La contribution des économistes se situe en aval de la détection par d'autres voies des non durabilités partielles. Question de la substituabilité entre les diverses formes de patrimoine/richeesse se pose, sauf si non durabilité partielle concerne un élément patrimonial vital (cf. question du « capital naturel critique ») dont, par définition, la non durabilité ne peut être compensée par l'accroissement d'autres formes de richesse

## **DURABILITE (suite)**

4. Approche, par le Commission, de la durabilité stricto sensu laisse « en l'air » la question des I.D.D. tels que proposés dans le cadre des stratégies (nationales, européennes, mondiales) de DD et par ricochet ces stratégies elles-mêmes. A quelques exceptions près (surpêche ou extraction de ressources naturelles non renouvelables comme indicateur de non durabilité partielle, changement climatique comme indicateur de non durabilité critique), les liste d'IDD ne comportent pas d'IDD stricto sensu. Même si des IDD sont acceptés à titre illustratif de différents types de stocks d'actifs, que faire de ceux qui ne sont pas rattachables à notion de « stock », tels que indicateurs relatifs à parité entre les sexes, élimination discriminations, équité intra-générationnelle ? On voit difficulté potentielle si parmi les IDD on avait un sous-groupe d'IDD stricto sensu et des IDD qui n'en seraient pas.

## **DURABILITE (suite)**

5. Réponse que je propose : rôle des stratégies de DD = faire penser le moyen/long terme et le long terme, replacer l'observation et l'interprétation du présent dans des perspectives programmatiques longues périodiquement redessinées, hors de la pression du circonstanciel. Se limiter à quantification ou détection de la durabilité/non durabilité stricto sensu serait contreproductif. Ceci n'est pas le message de la Commission.

Message Commission est : être sélectif. Ne pas dissoudre la notion clef de DD dans la banalité.



## **DURABILITE (suite)**

6. Il faudrait réfléchir à la « coupure épistémologique » implicite dans les conclusions de la Commission entre :

- la mesure de la performance économique courante (PIB, ou RNB/RNN, niveaux de vie, etc....)
- l'observation/mesure de la qualité de vie/well-being/bien-être courant
- l'appréciation de la durabilité du développement

AV : les hypothèses fortes, en décalage avec le monde réel, sur lesquelles repose idée mesure unique courante de la variation de la richesse étendue, impliquent, a contrario, que les exercices de projections du futur qui pourront être tentés aboutiront à des résultats différents suivant les hypothèses retenues et les spécifications des modèles mis en œuvre (cf. Didier Blanchet 2010)

## COMPLEMENT EVENTUEL (si temps)

- . Les chapitres 3 n'ont pas traité, sauf de manière incidente, des problèmes de la comptabilité courante de l'environnement.
- . Toutefois, une formulation ambiguë du ch. 3 de la partie II peut laisser penser que le « PIB vert », obtenu en déduisant du PIN les coûts potentiel d'évitement de la dégradation des actifs naturels renouvelables, mesurerait « ce que nous serions capables de produire sans détérioration de l'environnement » (p. 253-254).
- . Ceci paraît inexact. Mesurer cela suppose une modélisation dans laquelle on estimerait ce que l'économie d'une année donnée aurait pu produire en respectant des normes environnementales calibrées pour éviter la dégradation en question. Sans délais d'adaptation suffisants, on aurait produit moins, mais je ne vois aucune raison pour que ce moins ait été égal à ces coûts potentiels qui, par hypothèse, auraient été transformés en coûts effectifs, fût-ce en coûts d'abstention.

## **COMPLEMENT EVENTUEL (si temps)**

- . En outre, la position des p. 253-254 me paraît en contradiction avec l'analyse de la p. 240 dans laquelle les coûts potentiels de maintenance sont supposés internalisés dans les prix de marché, ce qui entraîne des modifications de comportements (demande, niveau de production et choix technologiques)

# NIVEAUX DE VIE

- titre des ch. 1 du Rt : Questions classiques sur le PIB
- en simplifiant à peine, on peut dire : ces ch. se sont concentrés sur les niveaux de vie ; mesures en termes monétaires de revenu, consommation ou richesse (§ 6 du Ch. 1, partie I)
  - « Ils [les niveaux de vie, living standards] sont interprétés au mieux comme un des déterminants du bien-être (well-being) d'ensemble des gens ou de leurs « aptitudes humaines » (ibid.)
- ces précisions situent bien question du PIB et des niveaux de vie du côté des ressources, non des résultats en termes de qualité de vie (cf. ch. 2)

# MIEUX UTILISER LES POTENTIALITES DE LA CN

- variétés des agrégats, pas seulement le PIB
  
- préférence Commission pour RNN disponible et le RNN disponible réel (avec effet variation des termes de l'échange)  
Cf. préférence analystes productivité pour les mesures en brut
  
- mettre l'accent sur la perspective des ménages
  - . Éloge du revenu disponible et de la consommation ajustés pour les transferts sociaux en nature reçus surtout des APU (innovation du SCN 1993)
  - . Fort accent sur mesures de répartition (revenu, consommation)  
Cf. résultat INSEE 2003 pbl. 2009, intégration données micro d'enquête et résultats macroécon. du compte des ménages CN ; critères socio-économiques : niveau de vie, composition du ménage, âge,

# MIEUX UTILISER LES POTENTIALITES DE LA CN

CSP personne de référence ; ménages répartis par niveau de vie  
(revenu disponible par UC) croissant en cinq quintiles ; transferts sociaux en nature pris en compte

souhait commission : associer des mesures de répartition à résultats annuels des CN

problèmes : lourdeur et complexité opération de réconciliation micro/macro :  
périodicité annuelle impossible ; indicateurs de répartition  
exogènes

aux CN : problèmes d'interprétation

## **ETENDRE MESURE NIVEAUX DE VIE A ACTIVITES ECONOMIQUES NON MARCHANDES DES MENAGES**

- . Prod. de services des ménages pour eux-mêmes dans cte satellite (cf. le passé) : pas d'objection de principe des comptes nationaux (principe de l'échange potentiel) ; faire tous les 5 ans ?
- . Attribuer valeur monétaire au loisir et l'inclure dans le revenu et la consommation (donc la production) ?

la Commission suit les économistes qui proposent cela  
réserves constantes des CN

réticence des ch. 2 (qualité de vie) du Rt (v. p. 212 du ch. 2 de la partie II)

- attirance pour valeur monétaire au loisir parce que élément du bien-être (alors que ch. 2 : temps de loisir physique = une des ressources que les individus transforment en qualité de vie) => une certaine ambiguïté dans les positions de la Commission sensible à démarche Nordhaus et Tobin (1972) de calcul d'une mesure monétaire agrégée du bien-être/welfare économique

# UNE CERTAINE AMBIGUÏTÉ

- D'autres éléments vont dans le sens de cette ambiguïté :
  - . Relation prix de marché/bien-être insuffisamment clarifiée (pas de référence à discussion d'Economica initiée par Hicks 1940) ; des formulations ambiguës dans les ch. 1, voir mon texte p. 29-30)
  - . Référence à Weitzman 1976 (« On the Welfare Significance of National Product in a Dynamic Economy ») ; celui-ci, sous des conditions très restrictives, établit que les variations du produit intérieur net sont un bon indicateur (gauge) des variations du bien-être économique
  - . D'où risque entretenir équivoque théorique sur relation PIB/PIN ou RNB/RNN et mesure du bien-être, même en précisant « économique »



- . Il aurait fallu dire à mon sens : étant donné ces conditions restrictives, sans oublier celle du consommateur représentatif (qui « efface » la raison d'être même du débat d'Economica), et leur caractère irréaliste pour la représentation ex post des mondes réels, il ne peut pas exister par principe dans ces derniers de *lien direct* entre l'évolution de ces agrégats de la CN et celle de la qualité de vie/well-being
- . De ce point de vue, je trouve un certain manque de cohérence entre cette présentation ambiguë des ch. 1 et l'approche même des ch. 2 dans l'exploration de la notion de qualité de vie/well-being (distinction des ressources, parmi lesquelles les niveaux de vie et des résultats-qualité de vie ; pas de notion distincte de bien-être économique que d'autres dimensions viendraient compléter)

. Mais aussi un certain manque de cohérence entre cette ambiguïté persistante des ch. 1 et l'analyse de l'évaluation de la durabilité dans les ch. 3 ; d'après moi, cette analyse montre que : la mesure courante (du PIB/PIN, des niveaux de vie) **ne peut pas** être **la** mesure durable

# **SURPRENANTE REVERENCE DE LA COMMISSION A L'EGARD DU CONCEPT DE « DEPENSES DEFENSIVES »**

- voir mon texte p. 31 – 37

- la problématique des « dépenses défensives » s'inscrit dans une approche cherchant à interpréter la variation du PIB/PIN en termes de variation de bien-être

# **RETOUR SUR LA MESURE DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE COURANTE**

Au lieu de rester centrés sur la manière de mesurer au mieux les niveaux de vie et leur variation (ce à quoi ils se consacrent largement et fort bien). Les ch.1 ont malencontreusement mélangé des considérations qui relèvent d'une problématique que précisément le Rapport pris dans son ensemble s'efforce d'écarter.

En restant dans une certaine (large ?) mesure prisonniers des critiques du PIB qui pouvaient s'interpréter comme « la mesure de la performance économique devrait être la mesure du bien-être (économique) », les ch. 1 ont finalement négligé d'approfondir un peu la question de la mesure de la performance économique.

Comme la notion de performance évoque une relation entre les moyens et des résultats, je me suis amusé à esquisser un projet de tableau de bord de la performance économique courante (p. 40 de mon texte) qui comprend un indicateur de croissance économique courante globale/par tête et un petit nombre d'indicateurs de l'efficacité du processus social de production économique. Le voici à titre indicatif :

## **TABLEAU DE BORD DE LA PERFORMANCE ECONOMIQUE COURANTE**

- Indicateur(s) de la croissance économique courante (ex. : PIB/PIN, RNB/RIN, niveaux de vie) globale par tête
  
- Indicateurs de l'efficacité du processus social de production économique
  - . Structure générale de l'emploi du temps des personnes (ex. : ratio temps de travail/temps restant après les nécessités vitales de base)
  - . Ressources humaines mises en œuvre (ex. : taux d'emploi/taux de chômage)
  - . Productivité apparente du travail et productivité apparente des actifs économiques non financiers
  - . Caractéristique(s) de distribution des revenus/niveaux de vie
  - . Équilibre/déséquilibre des relations entre l'Economie et la Nature (idéalement le ratio coûts écologiques non payés ou coûts économiques payés sur coût totaux ; à défaut indicateur(s) physique(s) du type empreinte carbone).

# CONCLUSION

Il est vain de chercher à représenter l'ensemble complexe de phénomènes que recouvrent la représentation de l'activité économique, la qualité de vie et la durabilité du développement par une mesure unique.

Mais il y a beaucoup à faire.